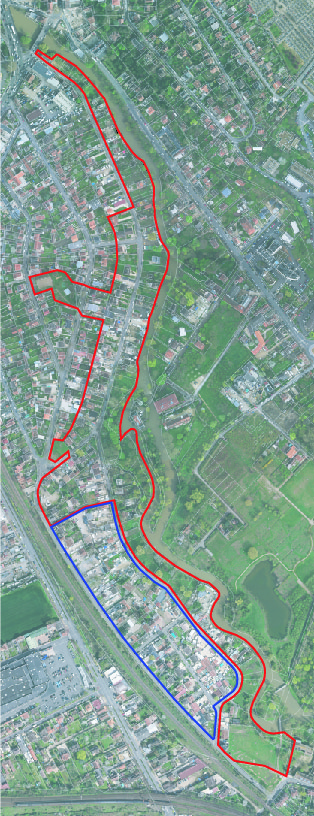


**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Projet de renaturation des berges de l’Yerres et restauration de ses zones humides à Villeneuve-Saint-Georges (94)**

**M****aitrise d’œuvre urbaine et sociale (MOUS) spécifique au relogement des Gens du Voyage :**

Enquêtes sociales complémentaires/ mise en œuvre de l’accompagnement social / processus de relogement/ suivi et évaluation du relogement / Etude de la faisabilité du développement d’habitat adapté aux gens du voyage.

****





D:\Users\O.martin\Desktop\logo_valdemarne_dpt.tif

SOMMAIRE

[1 OBJET DU MARCHE ET OBJECTIFS 3](#_Toc97911210)

[2 PRESENTATION DU PROJET DE RENATURATION DES BERGES DE L’YERRES ET DE RESTAURATION DE SES ZONES HUMIDES 3](#_Toc97911213)

[2.1 Le quartier Belleplace Blandin 3](#_Toc97911214)

[2.2 Un projet conduit par la commune depuis 2011 5](#_Toc97911215)

[2.3 Les objectifs de la Convention partenariale opérationnelle et financière signée en 2019 6](#_Toc97911216)

[2.4 L’Etat d’avancement du projet de renaturation des Berges de l’Yerres 9](#_Toc97911217)

[3 L’OCCUPATION SOCIALE COMPLEXE DU QUARTIER BELLEPLACE BLANDIN 9](#_Toc97911218)

[4 LE CADRE ET LE CONTENU DE LA MISSION 16](#_Toc97911221)

[5 COMITOLOGIE 19](#_Toc97911222)

[6 DUREE DE LA MISSION 19](#_Toc97911223)

# OBJET DU MARCHE ET OBJECTIFs

La politique de relogement est une composante indispensable à la bonne mise en œuvre du projet de renaturation des berges de l’Yerres et de restauration de ses zones humides piloté par l’EPA ORSA dans le quartier Belleplace-Blandin de la commune de Villeneuve-Saint-Georges.

Depuis la signature de la convention partenariale en novembre 2019, définissant la feuille de route opérationnelle et financière du projet de renaturation des Berges de l’Yerres pilotée par l’EPA ORSA, plusieurs marchés ont donc été lancés afin d’accompagner les démarches d’acquisitions amiables dont l’EPA ORSA est le garant :

* Une mission pour la réalisation d’enquêtes sociales sur le périmètre de la phase 1 *(avril à juillet 2021 – BET Soliha Est Parisien)*et sur le périmètre de la phase 2 de l’opération *(septembre à décembre 2021 – BET Soliha Est Parisien)* ; les enquêtes sociales ont été actualisées depuis *(en cours depuis octobre 2024 – BET Soliha Grand Paris) ;*
* Une mission pour la réalisation d’une étude afin d’élaborer une stratégie d’intervention pour le traitement de l’habitat privé dégradé sur le périmètre de la phase 2 de l’opération *(septembre à décembre 2021 – BET Soliha Est Parisien)*;
* Une mission pour l’élaboration d’une stratégie de relogement et formalisation de la charte de relogement *(janvier à juillet 2024 – BET Soliha Grand Paris)*;
* De l’accompagnement social auprès plusieurs ménages en phase 1 et 2 qui ont pour certains amenés à du relogement en LLS sur la commune.

A ce jour, le protocole de relogement (vers LLS) engageant l’ensemble des partenaires (Ville, EPT, Etat et bailleurs sociaux) est en cours de signature et une MOUS dite « classique » a été notifiée en décembre 2025 via l’accord cadre habitat de l’EPA ORSA. Le prestataire retenu est le bureau d’études SOLIHA GRAND PARIS.

Ce travail a permis à l’EPA ORSA d’avoir une vision plus complète des problématiques sociales rencontrées sur ce site et la complexité du relogement d’un public spécifique, celui des Gens du Voyage sédentarisés, communauté très présente sur le site.

**Le présent marché porte sur la mise en œuvre urbaine et sociale (MOUS) du relogement des ménages issus de la Communauté des gens du Voyage. Il se distingue d’une MOUS classique car la plupart des ménages enquêtés faisant partis de cette communauté (à quelques exceptions) ne souhaitent pas être relogés en LLS et souhaitent rester propriétaires et/ou disposer d’un terrain équivalent pour conserver leur mode d’habitat. Dans cette optique, le présent marché aura aussi pour objectif de déterminer la faisabilité d’un projet d’habitat adapté sur la commune ou aux proches alentours.**

Dans son offre, le Candidat devra montrer sa parfaite compréhension du contexte, du sujet et proposer une méthode claire pour accompagner au mieux la Maîtrise d’Ouvrage sur ce sujet complexe.

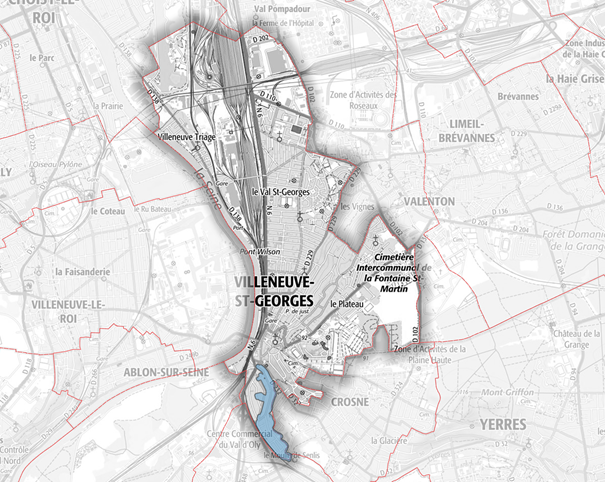
Le présent cahier des charges reprend les principales missions d’une MOUS classique : à charge du Candidat, d’interpréter et d’adapter ces missions dans le contexte de ce relogement spécifique.

# PRESENTATION DU PROJET DE RENATURATION DES BERGES DE L’YERRES ET DE RESTAURATION DE SES ZONES HUMIDES

## 2.1 Le quartier Belleplace Blandin

Le quartier Belleplace-Blandin se situe en limite sud de la commune de Villeneuve-Saint-Georges (94), à la confluence de la Seine et de l’Yerres, en limite départementale avec Crosne et Montgeron (Essonne-91). Sa superficie est de 24 ha. Le quartier est bordé à l’ouest par la voie ferrée en surplomb reliant Paris à Melun, au nord par la RN6, également en surplomb et à l’est par l’Yerres qui reste cependant imperceptible puisque bordée par des parcelles privatives. Cette situation confère au quartier une situation d’enclavement fort.

Le périmètre du projet comprend principalement un tissu pavillonnaire au nord et des franges urbaines dégradées que l’on rencontre le long du chemin des Pêcheurs au sud.



***Situation géographique du projet (source EPA ORSA, 2022)***

Jusqu’en 1920, l’urbanisation du secteur du Blandin est limitée. Quelques constructions sont édifiées autour du Château de Belleplace, lui-même construit sur les hauteurs du site, en dehors de la zone d’expansion des crues qui est encore une prairie. L’arrivée d’activités industrielles émergeant autour du chemin de fer à la fin des années 1920 accélère la densification du secteur et entraîne la transformation des baraques de jardins disposées le long de l’Yerres en habitations. La prairie, antérieurement classée en zone d’expansion de crues, est divisée en parcelles constructibles et est reconnue au milieu des années 1920 comme le « lotissement Blandin ».

Par sa situation en zone de confluence de la Seine et de l’Yerres et en aval du bassin versant, **le quartier est à la fois exposé aux crues de la Seine et à celles de l’Yerres.**

En 1910, le quartier est inondé des berges jusqu’au talus SNCF pendant plusieurs semaines. Il s’ensuit alors une série de crues de plus en plus fréquentes, impactant les personnes et les biens : 1924, 1944 (qui a servi à établir le plan de délimitation de la zone non constructible de 1950), 1955 (crue cinquantennale), 1959, 1978 (crue de référence centennale de l’Yerres), 1982 et plus récemment 2016, 2018 et 2021.

Lors des crues qui ont eu lieu ces dernières années en 2016, 2018 et 2021, on a dénombré 1 240 personnes impactées dans la commune. Lors de la crue de 2018 ont été nécessaires des évacuations et hébergements d’urgence. La submersion des terrains s’est prolongée plusieurs jours et la crue a entraîné deux décès.

Le quartier Belleplace-Blandin est majoritairement constitué d’habitats individuels, en particulier le long de l’Yerres et compte environ 1 300 habitant.es. L’enclavement du site et sa vulnérabilité face au risque inondation ont entraîné une dégradation des conditions de vie et d’occupation du quartier. Ce phénomène s’accélère à chaque inondation qui met en danger les populations résidentes et dégrade les biens immobiliers.

## 2.2 Un projet conduit par la commune depuis 2011

La Commune de Villeneuve-Saint-Georges, le Département du Val de Marne, l’Agence de l’eau Seine Normandie (AESN) et le Syndicat mixte pour l’assainissement et la gestion des eaux du bassin versant de l’Yerres (SyAGE), ont engagé depuis 2011 une opération de renaturation des berges de l’Yerres, côté des numéros impairs du Chemin des Pêcheurs.

Le projet de renaturation des Berges de l’Yerres et de restauration de ses zones humides à Villeneuve-Saint-Georges (94) vise à poursuivre le travail de renaturation déjà engagé sur la commune de Crosne (91).

Le projet de restauration d’une plaine inondable à Villeneuve-Saint-Georges s’inscrit dans une démarche de lutte contre les inondations et de préservation et d’amélioration de la ressource en eau et de préservation de la biodiversité des milieux aquatiques et humides, dans un contexte global de restauration du bassin versant de l’Yerres, dont l’ensemble des acteurs à l’amont comme à l’aval portent ensemble l’effort de prévention des inondations.

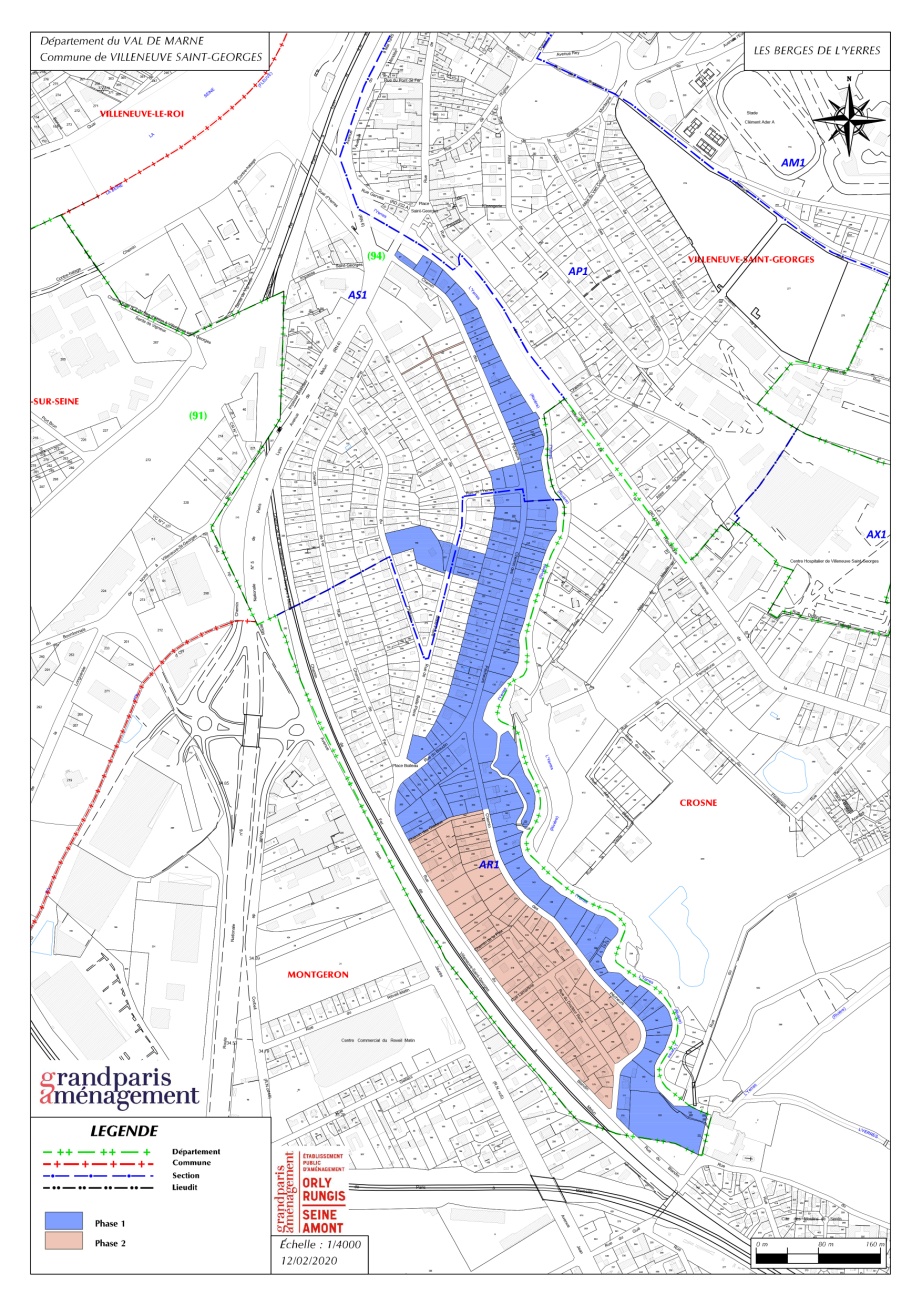
Il vise à :

* Réduire la vulnérabilité de la population aux inondations ;
* Sensibiliser les populations aux risques inondations ;
* Préserver et améliorer la ressource en eau ;
* Préserver la biodiversité des milieux aquatiques et humides ;
* Restaurer la continuité écologique du bassin versant de l’Yerres ;
* Créer un futur espace naturel sensible conciliant la protection des milieux et les usages d’un tel espace en centre urbain (connexions douces, programmation).

## 2.3 Les objectifs de la convention partenariale opérationnelle et financière signée en 2019

A la suite des études de caractérisation de l’aléa et de la zone humide menées et après une première esquisse du projet, il a été proposé un découpage d’intervention par phases :

* **Une première phase d’intervention (dite « phase 1 »), objet de la convention signée le 18 novembre 2019 par les partenaires.** Cette phase correspond au secteur d’intervention actuel dans sa totalité et à l’ensemble de la zone humide à restaurer sur un périmètre élargi ;
* **Une deuxième phase d’intervention (dite « phase 2 ») sur le reste du site d’étude objet d’une convention de financement signée le 10 octobre 2025** et qui consistera en la renaturation du quartier Blandin (secteur plus éloigné de la berge, habitat plus précaire, dégradé parfois) ;



*Découpage opérationnelle : phase 1 et 2*

Cette convention est un outil de planification à caractère prévisionnel qui engage réciproquement les parties.

**Dans ce cadre, l’EPA ORSA a pour mission de mener les acquisitions foncières restantes sur le secteur d’intervention (démarche d’acquisition déjà engagée par la commune depuis 2011) et de piloter les relogements nécessaires.** Au fur et à mesure de la maîtrise du foncier, l’EPA ORSA s’engage à sécuriser les biens fonciers et immobiliers, démolir le bâti, une fois les demandes d’autorisations validées, remettra en état les sols et met à disposition le foncier ainsi libéré au SYAGE pour les travaux de renaturation.

L’EPA ORSA conduit les procédures réglementaires inhérentes au projet. **Dans ce cadre, l’établissement a obtenu en octobre 2024 l’arrêté de DUP lui permettant d’engager des procédures judiciaires afin de finaliser la maitrise foncière par voie d’expropriation** sur le périmètre opérationnel et de classer en zone Naturel (N) l’ensemble des parcelles du projet.

## 2.4 L’Etat d’avancement du projet de renaturation des Berges de l’Yerres

Maîtrise foncière

**L’état d’avancement de la maîtrise foncière est fourni en annexe.**

En décembre 2025, la maîtrise foncière publique sur le périmètre de la phase 1 est de 63 % des parcelles, avec la répartition suivante :

* Sur 144 parcelles recensées :
  + 48 appartiennent à la Commune
  + 2 à EPT
  + 4 au SIAAP
  + 46 à EPA ORSA
  + 44 parcelles sont « privées » (dont 11 sont sous offre avec l’EPA ORSA)

La maitrise foncière publique sur le périmètre de la phase 2 est de 39 % des parcelles identifiées, avec la répartition suivante :

* Sur 80 parcelles recensées :
  + 1 appartient à la Commune
  + 5 à l’Etat
  + 2 à la DNID
  + 23 à l’EPA ORSA
  + 49 parcelles sont « privées » (dont 4 sont sous offre avec l’EPA ORSA)

Etudes et procédures réglementaires

L’EPA ORSA a piloté une étude paysagère et écologique afin de définir le projet d’aménagement du futur espace naturel (mai 2020 – décembre 2021, MOE : Champ Libre) ; une étude d’impact a également été conduite au titre du projet d’aménagement et de la mise en compatibilité future des documents d’urbanisme (MECDU) pour réaliser le projet – passage d’une zone Uc à Nb (juillet – février 2021, BET : Trans-faire). L’évaluation environnementale du projet a été réalisée en parallèle de l’instruction du dossier de Déclaration d’Utilité Publique associant MECDU. **Le projet ainsi que la procédure de MECDU qu’il nécessite ont fait l’objet d’une concertation réglementaire du titre du code de l’urbanisme de mars à décembre 2021. Ces instances de concertation ont permis d’informer la population et les habitant.es du quartier Belleplace Blandin de l’avancement du projet.**

L’arrêté de DUP a été obtenu en octobre 2024.

Travaux de démolition des pavillons

Les travaux de démolition des parcelles acquises par l’EPA ORSA ont débuté en 2023 et se poursuivent au fur et à mesure des acquisitions. La gestion des parcelles est à la charge de l’EPA ORSA qui doit permettre la sécurisation du site mais également une gestion transitoire écologique.

**Sur les parcelles acquises par l’EPA ORSA depuis 2019, 21 parcelles ont été déconstruites. Début 2026, de nouveaux travaux sont prévus : 26 parcelles seront déconstruites (17 en phase 2 et 9 en phase 1).**

**Le paysage du site se vide peu à peu et les habitant.es voient leur quartier se transformer.**

Travaux d’aménagement

Simultanément aux actions conduites par l’EPA ORSA, le SYAGE a lancé en 2022 des études de maîtrise d’œuvre du projet sur la base du projet d’aménagement de l’EPA ORSA et devra conduire ses propres procédures réglementaires (autorisations environnementales). Les travaux d’aménagement doivent débuter à partir de mi 2027.

Les conventions partenariales phases 1 et 2 ont une durée de 10 ans, soit en cumulée, jusqu’en 2034, date prévisionnelle de fin d’opération sur l’ensemble du périmètre opérationnel.

# L’OCCUPATION SOCIALE COMPLEXE DU QUARTIER BELLEPLACE BLANDIN

Volet habitat

La plupart des biens acquis par l’EPA ORSA l’ont été auprès de propriétaires occupant.es, ne souhaitant pas bénéficier de dispositifs de relogement. Des acquisitions ont toutefois entraîné l’accompagnement social et le relogement de quatre ménages (trois propriétaires, un locataire) dans le parc social communal.

Il convient donc de préciser que les démarches d’accompagnement nécessaires sont d’ores et déjà mises en œuvre via une mission d’accompagnement social et d’accompagnement au relogement sous maitrise d’ouvrage de l’EPA ORSA. Elle est portée par le BET SOLIHA GRAND PARIS et porte à ce jour sur 7 adresses (occupées parfois par plusieurs ménages).

**Rappel sur les enquêtes sociales**

Au moment de l’élaboration de la convention partenariale en 2019, des premières données sociales avaient pu être recensées et avaient permises d’esquisser un premier état social du site : des propriétaires occupant.es désireux.ses de vendre, des ménages issus de la communauté des gens du voyage sédentarisés et parfois, des marchand.es de sommeil logeant des ménages en situations précaires dans des habitations de fortune, dont certains sont en situation administrative irrégulière. Ce premier constat rappelait toutefois la difficulté de dénombrer et d’identifier cette population et d’apprécier leurs conditions d’hébergements, les mouvements des habitant.es étant très fréquents sur le quartier et les parcelles « fermées ».



*Exemple d’occupation (périmètre de la phase 2)*

Toutefois, il est à noter que la composition sociale à l’échelle du quartier et des deux périmètres de l’opération peut changer régulièrement, compte tenu des pratiques culturelles de la communauté du voyage présentes sur le site (foyers multigénérationnels, déplacements entre les saisons, etc.) et compte tenu de celles peu scrupuleuses des marchand.es de sommeil.

En 2021, la réalisation d’enquêtes sociales sur les périmètres des phases 1 et 2 et d’une étude stratégie habitat en phase 2 au cours de l’année 2021 a permis d’affiner ce premier contexte.

En 2024, l’EPA ORSA avait notifié le prestataire SOLIHA Grand Paris via son accord cadre habitat pour la réalisation d’enquêtes sociales.

Ces enquêtes présentaient plusieurs objectifs :

* Recueillir les caractéristiques socio-économiques relatives aux habitant.es du quartier ;
* Recenser les souhaits et les attentes des ménages en termes de relogement ;
* Identifier d’éventuels freins au relogement et des situations sociales fragiles, afin de réaliser un accompagnement social spécifique ;
* Consolider une nouvelle base de données pour la formalisation de la charte de relogement et de la MOUS.

**Actualisation des enquêtes sociales en 2024-2025**

En 2024, dans l’optique de mettre à jour et de compléter les enquêtes sociales menées en 2021, l’EPA ORSA a de nouveau notifié le prestataire SOLIHA Grand Paris via son accord cadre habitat, dont les résultats à ce jour portent sur le périmètre de la phase 1. Les rapports sont fournis en annexe.

Le périmètre de la phase 2 fait elle aussi l’objet d’une mise à jour des enquêtes sociales toutefois ce périmètre est plus difficilement accessible pour SOLIHA, une réunion de quartier dédiée doit être organisée en janvier 2026 pour communiquer auprès des ménages l’avancement du projet et l’accompagnement social dont ils peuvent bénéficier.

**Résultats de l’actualisation des enquêtes sociales phase 1 en 2024**

Sur un total de 44 ménages à enquêter SOLIHA Grand Paris a comptabilisé :

* 22 enquêtes sociales réalisées soit un taux de pénétration de 50 % ;
* Onze refus exprimés.

Les enquêtes ont montré :

* Des ménages de petite taille, composés majoritairement d’une à deux personnes
* Une population vieillissante et installée depuis de nombreuses années ;
* Une part importante de personnes inactives (RSA, AAH, sans ressource)
* Des propriétaires occupant.es majoritaires (18 propriétaires sur 22 enquêté.es);
* Des propriétaires occupant.es des caravanes, avec un bâti en dur sur la parcelle (trois propriétaires) ;
* Des exceptions : ménages sur terrain communal via COP (trois ménages) et sur terrain EPT (un ménage) ; demandeu.r.ses de décohabitation (deux demandes).
* Un quartier apprécié par ses habitant.es mais dont l’image tend à se dégrader au fur et à mesure de l’avancée du projet (parcelles vides)

**Besoins identifiés sur le relogement et l’accompagnement social**

En termes de relogement, les enquêtes présentent que :

* Pour la majorité des ménages enquêtés, ils.elles déclarent vouloir acquérir un nouveau bien (bâti) (16 propriétaires) ;
* Sur les 22 ménages interrogés, un seul souhaite bénéficier d’un relogement dans le parc social ;
* Les projets de relogement sont encore en cours de définition pour les ménages (localisation, typologie) ;
* L’aspect financier (montant du rachat) perçu comme central pour la conception et/ou la concrétisation du projet de relogement ;
* L’importance pour les gens du voyage, avec un mode d’habitat caravane, de préserver leur mode de vie actuel (terrain équivalent, groupe familial). Ils.elles sont propriétaires occupant.es et/ou bailleu.r.ses et occupent des parcelles avec un bâti et/ou des Algeco ainsi que des caravanes.

Ces enquêtes sociales ont aussi permis d’identifier des **difficultés sociales** auxquelles font face certains ménages selon différents facteurs :

* Etat de santé dégradé en raison notamment de l’exercice de métiers pénibles ;
* Faibles ressources /non recours aux droits ;
* Absence d’accompagnement social : seuls deux ménages ont indiqué bénéficier d’un accompagnement par l’Assistante de Service Social du Centre Médicopsychologique (CMP).

L’enquête n’a pas permis de recueillir l’ensemble des informations nécessaires à l’élaboration d’un véritable diagnostic social. Aussi, les informations recueillies nécessiteront d’être affinées pour les ménages qui pourront bénéficier d’un accompagnement dans le cadre de leur relogement.

Ces enquêtes sociales sur le périmètre de la phase 1 ont cependant déjà permis d’identifier des ménages nécessitant un accompagnement social. L’EPA ORSA a sollicité le prestataire Soliha en mars 2025 pour réaliser ces accompagnements sociaux identifiés (7 adresses avec plusieurs ménages).

**En résumé, le quartier présente les caractéristiques spécifiques suivantes en perspective du travail de relogement :**

* **Certains ménages font face à des difficultés sociales (état de santé, faible niveau de ressources) et nécessite un accompagnement dans le processus de relogement.**
* **De nombreu.x.ses propriétaires occupant.es souhaitant rester propriétaires.**
* **Dont certain.es appartenant à la communauté des gens du voyage et qui cherchent donc un bien pouvant accueillir des caravanes.**

Il est important de rappeler **qu’il n’y a pas à ce jour de** **Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage dans le département du Val-de-Marne,** le dernier SDAHGDV ayant été refusé par le tribunal administratif en 2019.Ce manque représente un frein notable au développement d’habitat adapté aux gens du voyage sur ce territoire.

# LE CADRE ET LE CONTENU DE LA MISSION

Le projet de renaturation des Berges de l’Yerres à Villeneuve-Saint-Georges est une opération inédite qui implique l’acquisition de l’ensemble des parcelles, le relogement des ménages présents dans le quartier. Le relogement et, quand il est nécessaire, l’accompagnement social, seront réalisés au fil des acquisitions, au coup par coup.

**Une politique de relogement adaptée**

D’un point de vue social, le projet de renaturation se doit de mener une politique de relogement adaptée. Sur la base des premiers diagnostics menés en 2021 et étoffés par les premiers résultats des enquêtes sociales menées en 2024, un **protocole partenarial de relogement** a été élaboré et fait part des points suivants :

* Les objectifs de relogement
* Les partenaires du relogement
* Les principes du relogement et ses modalités effectives de mise en œuvre
* Les engagements des partenaires
* Le dispositif de pilotage et de suivi

Ce protocole est en cours de signature et porte uniquement sur le relogement dans le parc social.

Ce protocole ne pourra pas encadrer le relogement spécifique des gens du Voyage qui ne souhaitent pas être relogés dans le parc social.

**La stratégie globale de relogement se fera à l’échelle des deux périmètres**

L’accompagnement social devra nécessairement être adapté à la spécificité de l’occupation. La présente mission consiste en l’accompagnement de la maîtrise d’ouvrage dans la mise en œuvre effective du relogement des gens du voyage, pour une majorité de propriétaires occupant.es et souhaitant pour la plupart rester propriétaire, dans la continuité des autres marchés lancés précédemment, ainsi qu’en adéquation avec la MOUS relogement, marché attribué à SOLIHA Grand Paris en décembre 2025.

**Le prestataire devra ainsi faire des propositions innovantes et adaptées au profil de ces ménages.**

Cette mission de maîtrise d’œuvre urbaine et sociale (MOUS) sera menée en fonction du calendrier des opérations d’acquisition et de prise de possession des logements. Elle devra également être menée en totale coopération avec la stratégie d’acquisition et de gestion foncière de la maîtrise d’ouvrage.

**Une stratégie de relogement segmentée selon les publics rencontrés**

Comme détaillé avec les éléments contextuels sur l’occupation sociale du quartier, cette dernière se caractérise par la présence marquée d’une communauté des gens du voyage sédentarisés, souhaitant garder leur mode de vie et donc dans le cadre du relogement, en quête d’un habitat ou terrain équivalent où s’établir.

Ce relogement implique à la fois une expertise dans la médiation avec ce public et une connaissance affutée des solutions de relogement qui leur sont destinés. Pour cela, une distinction a été faite entre la MOUS dite « classique » et la MOUS « Gens du voyage ». **Le Candidat qui répondra au présent marché devra s’associer à un prestataire spécialisé sur l’accompagnement des gens du voyage.**

**L’ensemble des missions détaillées ci-dessous concernent le cas spécifique du relogement des gens du voyage adapté à leurs besoins en termes de relogement et situé notamment hors du cadre du relogement classique vers le parc social (LLS). Cette MOUS vient donc en complémentarité de la MOUS relogement classique.**

**Le prestataire retenu devra donc collaborer et se coordonner avec SOLIHA Grand Paris qui a été retenu pour la MOUS relogement classique notamment dans l’identification des ménages concernés par la MOUS classique ou la MOUS à destination des gens du voyage.**

**Le présent marché se décompose en plusieurs missions :**

La présente MOUS a pour objectif l’accompagnement et le relogement des ménages appartenant à la communauté des gens du voyage occupants aujourd’hui des parcelles concernées par le projet de renaturation des berges de l’Yerres. Les missions sont segmentées en deux tranches détaillées ci-dessous.

* Des enquêtes sociales ;
* Un plan de relogement adapté à cette communauté ;
* La mise en œuvre du relogement en tant que tel : l’accompagnement social, le processus de relogement et le suivi/évaluation du relogement ;
* L’étude de la faisabilité d’un projet d’habitat adapté.

**Il convient de disposer d’une cohérence d’intervention et d’un suivi d’ensemble par le prestataire sélectionné. Il est attendu également une économie d’échelle pour la réalisation de ce marché sur l’ensemble du périmètre du projet.**

**Détail des missions :**

Le présent marché porte deux principales missions :

* Une MOUS spécifique aux Gens du Voyage ;
* Une étude de faisabilité d’un projet d’habitat adapté sur la commune ou aux environs.

Ces deux missions devront être menées conjointement et devront s’enrichir mutuellement.

**Dans son offre, le candidat devra détailler comment il compte mener ces deux missions, la méthode et le calendrier associé afin d’accompagner au mieux les ménages dans leur projet de relogement.**

**MISSION 1 : MOUS spécifique aux ménages issus de la Communauté des Gens du Voyage**

* **CHAPITRE 1 : Réalisation des enquêtes sociales**

Des enquêtes sociales complémentaires seront nécessaires, concernant les ménages n’ayant pas été encore rencontrés ou concernant des ménages déjà rencontrés mais dont les enquêtes doivent être réactualisées. L’objectif de l’enquête sociale est de recueillir auprès de chaque ménage ou groupe familial ciblé, les informations relatives à sa situation sociale, familiale, professionnelle et ses conditions d’habitat ainsi que ses attentes personnelles afin de pouvoir proposer à chacun d’entre eux un parcours résidentiel en adéquation avec ses besoins de relogement et sa situation socioprofessionnelle.

Ce travail de diagnostic approfondi se fera par des enquêtes de terrain qualitatives et quantitatives. Il est attendu du titulaire qu’il présente les modalités de collecte, de traitement et d’évaluation des enquêtes. L’analyse quantitative sera construite sur la base de questionnaires individuels et l’analyse qualitative s’appuiera sur la réalisation d’entretiens libres ou semi-directifs auprès des ménages et des partenaires locaux impliqués et/ou ayant une connaissance de la population. Une visite des installations doit impérativement être organisée et sera accompagnée d’une prise de photos présentées en comité de pilotage.

Ces enquêtes sociales feront ainsi état des points suivants :

* Etat des lieux techniques de l’occupation des parcelles (conditions de vie, accès aux différents réseaux de la ville, eau, électricité, internet…),
* Recensement des populations présentes sur chaque parcelle
* Rédaction de synthèses de ces entretiens sur chaque situation détaillée des ménages sous forme de « **fiche ménage** » qui détaillera les éléments suivants :
  + la composition du ménage et la répartition des âges,
  + la situation au regard de l’insertion sociale, culturelle et d’accès aux droits et à la santé,
  + les problématiques éventuelles de santé et/ou sociales et/ou financières,
  + la situation scolaire des enfants et les freins éventuels à la scolarisation,
  + les liens d’affinités ou de parenté entre les différents noyaux familiaux ou amicaux,
  + le recensement hiérarchisé des attentes et des aspirations en matière d’habitat,
  + les ressources financières et les niveaux de revenus,
  + le taux d’effort financier envisageable pour un relogement en habitat adapté,
  + les activités économiques le cas échéant,
  + le lieu de domiciliation,
  + le mode d’habitat actuel (caravane, auto-construction…),
  + le nombre de caravanes et de véhicules possédés,
  + les éventuelles situations de suroccupation et les raisons pouvant les expliquer,
  + la localisation précise et la nature de l’installation (stationnement illicite, toléré sur terrain mis à disposition, installation en pleine propriété, occupation permanente en aire d’accueil…)
  + l’ancienneté du ménage sur le site et les raisons de son installation,
  + la propriété éventuelle d’autres terrains.
* En prenant en compte l’ensemble des éléments listés dans la fiche-ménage, **une analyse sociologique par ménage par la rédaction d’un rapport conclusif d’évaluation des enquêtes sociales réalisées** permettra l’identification des attentes de chaque ménage en termes de relogement et fera ainsi état :
  + des modes d’habiter, du parcours résidentiel passé, des préférences d’aménagement et de localisation du logement, des besoins et aspirations en termes d’accompagnement social, du degré d’attachement à la caravane et sa place dans le futur projet d’habitat, de l’échelle de délimitation du territoire d’ancrage à partir du parcours résidentiel (EPCI, département, commune, etc.).
  + des dispositions culturelles et sociales pour s’inscrire dans un projet de relogement dans le parc social, d’habitat adapté ou de terrain familial,
  + de l’éventuelle évolution de la structure familiale (mariages, naissances, décès, décohabitation, conflits, etc.) et une approche temporelle du parcours résidentiel souhaité,
  + des influences réciproques et les éventuelles personnes ressources à l’intérieur comme à l’extérieur du groupe pour faciliter les démarches de relogement.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables** | ***Unité*** | **Délai d’exécution** |
| PU 1 : Formalisation guide entretien | *forfait* | La formalisation du guide d’entretien devra être réalisée dans un délai de deux semaines à partir de la notification du présent marché |
| PU 2 : Enquête sociale pour un ménage et élaboration d’une fiche ménage | *par enquête sociale* | L’enquête sociale et la rédaction d’une fiche ménage devront être réalisées dans un délai de trois semaines à compter de la commande. Ce délai pourra être ajusté par le commanditaire en fonction du nombre de ménages à enquêter |
| PU 3 : Rapport d’évaluation conclusif des enquêtes sociales réalisées | *par rapport* | Le rapport d’évaluation sera à transmettre au maximum trois semaines après la réalisation de la dernière enquête sociale |
| PU 4 : Réalisation de document liés à la partie information aux habitant.es (lettre d’information de la démarche des enquêtes sociales…) | *par document* | Les documents d’information seront remis dans un délai de deux semaines à partir de la demande de la maitrise d’ouvrage. |

* **CHAPITRE 2 : Réalisation d’un plan de relogement adapté**

Sur la base du travail de recensement et d’évaluation réalisé dans le cadre des enquêtes sociales, le prestataire formalisera un document opérationnel, base du processus de relogement, mettant en rapport les besoins et attentes en relogement exprimés (produit logement, localisation, typologie, loyer, etc.) avec l’offre de logements ou de terrains disponibles ou mobilisables selon ces mêmes critères.

La méthodologie de relogement élaborée devra faire apparaître les étapes et enjeux de l’opération. La MOUS a pour vocation de rechercher des solutions possibles pour chaque ménage.

Ainsi, le plan de relogement devra :

* Préconiser des solutions d’habitat détaillées avec plusieurs scénarios en cas d’apparition de nouveaux blocages de la part des habitant.es (logement social, logement communal, logement privé, terrain familial locatif, habitat adapté financé en PLAI, accession à la propriété, auto-construction, etc.).
* Détailler les hypothèses de relogement en fonction des diverses contraintes, en lien avec les partenaires identifiés ;
* Faire état des problématiques liées à la présence de publics spécifiques (hébergé.es, public relevant de structures d’urgence, personnes âgées, etc.), aux situations de suroccupation ou encore aux souhaits de décohabitation et rechercher pour chacune d’entre elles des solutions adaptées ;
* Identifier les principales difficultés de mobilisation de l’offre de logements et proposer des pistes de travail ;
* Proposer la mise en place d’un accompagnement social pour les ménages en difficulté, notamment identifiés dans le cadre des enquêtes sociales ;
* Proposer un accompagnement dans la recherche d’un nouveau lieu de vie pour les propriétaires souhaitant réaliser une nouvelle acquisition ;
* Identifier les solutions à mobiliser auprès des partenaires et accompagner l’EPA ORSA dans la recherche de solutions possibles en lien avec les partenaires et les acteurs du territoire ;
* Appuyer l’EPA ORSA dans la formalisation des conventions de relogement qui seront signées entre relogé.es, maîtrise d’ouvrage et éventuellement partenaires bailleurs ;
* Permettre la formalisation des outils de suivi de la démarche de relogement ainsi que des outils d’information et de communication auprès des ménages, si ces derniers n’ont pas été établis au préalable.

**Cette liste n’est pas exhaustive et doit être réadapter en fonction des sujets. Il est donc attendu du candidat qu’il propose un plan de relogement adapté aux enjeux de relogement de la communauté des GDV. Le plan de relogement ne pourra pas être « classique ». Une méthode et des outils de suivi adaptés devront être réfléchis et présentés dès le stade de l’offre par le candidat.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables** | ***Unité*** | **Délai d’exécution** |
| **PU5 :** Rédaction d’un plan de relogement détaillé et ses outils de suivi et de communication formalisés | *forfait* | Le plan de relogement est à transmettre au maximum un mois après la demande de la maitrise d’ouvrage. Ce délai pourra être ajusté par le commanditaire en fonction du nombre de ménages à enquêter |
| **PU6 :** Mise à jour et suivi du plan de relogement | *par semestre* | La mise à jour et le suivi du plan de relogement est à transmettre tous les semestres à la maitrise d’ouvrage |

* **CHAPITRE 3 : La Mise en œuvre du relogement**

La mise en œuvre du relogement se réalisera à travers trois volets :

* L’accompagnement social auprès des ménages qui demandera des compétences spécifiques du futur titulaire du marché dans sa capacité à faire le lien avec les ménages, à être en permanence dans le dialogue et se rendre disponible pour les ménages dans leurs demandes d’information et d’accompagnement ;
* Le processus de relogement qui nécessitera des méthodes innovantes de la part du titulaire, une capacité à proposer des solutions adaptées à la communauté des Gens du Voyage, hors des sentiers battus, et une capacité à mobiliser les partenaires concernés (collectivités locales, services de l’Etat, opérateurs, agences immobilières, etc.) pour mener à bien le relogement ;
* Le suivi et l’évaluation du relogement.

Enfin, il sera attendu du titulaire de réaliser tout au long de cette mission un *reporting* de la mise en œuvre du relogement à la maitrise d’ouvrage le plus complet possible.

**La méthodologie de cette partie devra être parfaitement décrite dans l’offre du candidat.**

* **Mettre en œuvre l’accompagnement social dans le cadre du relogement**

En lien avec les instances de pilotage du processus de relogement, le prestataire diagnostiquera les besoins spécifiques d’accompagnement social en proposant, si nécessaire, la réalisation d’une évaluation sociale complémentaire aux ménages le nécessitant. L’accompagnement social permettra ainsi de travailler à l’acceptation du projet vis-à-vis d’une nouvelle trajectoire résidentielle.

A l’issue de cette évaluation sociale, le prestataire pourra assurer, si besoin, la mise en place d’un suivi social de six mois (renouvelable). En phase de post-relogement, la MOUS pourra également orienter les ménages vers les partenaires qui en assureront le suivi social.

**Le prestataire devra ainsi mettre en place une stratégie d’accompagnement adaptée aux trajectoires résidentielles souhaitées par les ménages**, qui pourra intégrer différents points de réflexion identifiés lors des enquêtes sociales :

* Travailler à l’acceptation du projet en communiquant clairement auprès des habitant.es sur les procédures foncières et judiciaires en cours ;
* Analyser les conditions d’habitat existantes (terrains occupés, équipements, statuts juridiques) ;
* Identifier les besoins spécifiques en matière de relogement (taille du ménage, activités économiques, mobilité, scolarisation) ;
* Accompagner les ménages dans les différentes étapes en leur apportant conseils et aides aux démarches administratives, accompagnement à l’ouverture des droits tout au long du processus de rachat de leur bien et d’achat d’un nouveau bien.

**Médiation**

Le prestataire devra endosser un **rôle de médiateur** au plus proche des Gens du Voyage. Il est attendu du prestataire des solutions de médiation adaptées et innovantes.

Dans le cadre de la médiation, le prestataire titulaire du marché devra, entre autres, réaliser des permanences mensuelles (calendrier à définir avec la maitrise d’ouvrage) dans le quartier au plus proche des habitant.es (lieu fixe à définir ou itinérant).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables** | ***Unité*** | **Délai d’exécution** |
| **PU7 :** Evaluation sociale d'un ménage (comprenant entretien(s) + un rapport) | *forfait pour 5h de RDV* | L’évaluation du ménage devra être réalisée dans un délai de deux semaines à partir de la notification de la maitrise d’ouvrage. Ce délai pourra être ajusté en fonction du nombre de ménages à évaluer |
| **PU8 :** Accompagnement social d’un ménage sur une durée de 6 mois | *Par ménage* |  |
| **PU9 :** Permanence mensuelle | *Par mois* |  |

* **Procéder aux relogements**

L’accompagnement social assuré par le prestataire a pour objectif de sécuriser les parcours résidentiels des familles concernées, en garantissant la continuité de l’habitat, l’accès aux droits et **la prise en compte du mode de vie des Gens du Voyage**. Il s’inscrit dans une démarche anticipée, individualisée et partenariale.

* + ***Volet parc social – relogement LLS classique***

Si les ménages souhaitent être relogés dans le parc social classique, les principes retenus dans le cadre du protocole de relogement LLS et du plan de relogement correspondant (réalisé dans le cadre de la MOUS classique) seront mis en œuvre conformément aux réglementations en vigueur ainsi qu’aux dispositions particulières pouvant être établies.

**Le titulaire du marché devra en informer le titulaire du marché de MOUS « classique » qui prendra le relai et sera en charge du suivi de ce relogement. Le titulaire du présent marché transmettra au titulaire du marché de MOUS classique l’ensemble des documents relatifs à la situation du ménage (en particulier si un dossier a déjà été constitué).**

* + **Volet parc « mixte » (accession privée, accession sociale, habitat adapté, etc.)**

Les enquêtes sociales ont montré qu’à ce jour une minorité de ménages souhaite être relogée dans le parc social, les ménages souhaitent largement rester propriétaires. **Ce volet implique la mise en œuvre d’un accompagnement particulier pour les propriétaires occupant.es modestes ne souhaitant pas être relogé.es dans le parc social mais désirant acquérir un bien dans le parc privé ou social.**

En effet, si le ménage en fait la demande et selon les situations, le prestataire devra accompagner certains ménages dans la recherche d’un bien immobilier ou d’un terrain à acquérir, s’ils acceptent la phase amiable de rachat de leur foncier par l’EPA ORSA.

**Il est ainsi attendu de lui d’être force de proposition sur les démarches pour accompagner les ménages et de les accompagner au mieux dans leurs démarches de rachat**. Il s’agit donc de :

* Rechercher et proposer des solutions de relogement adaptées au mode de vie : terrains familiaux locatifs ou en accession, habitat adapté (parcelles viabilisées, habitats légers autorisés), aires d’accueil pérennes ou solutions transitoires sécurisées ;
* Etablir un partenariat avec une agence immobilière chargée d’acculturer les ménages aux niveaux de marchés actuels (difficulté de trouver un bien/terrain équivalent) et dans l’accompagnement de l’acquisition d’un bien ;
* Dans le cadre d’un rachat, établir un partenariat avec un courtier : ce dernier pourrait être sollicité par les ménages pour les aider à construire leur projet de financement jusqu’à l’obtention d’un prêt immobilier si nécessaire ;
* Accompagner les ménages dans les différentes étapes en leur apportant conseils et aides aux démarches administratives, accompagnement à l’ouverture des droits tout au long du processus de rachat et d’achat d’un nouveau bien ;
* Accompagner si besoin les ménages lors de visites de biens ;
* Analyser les motifs ayant conduit au refus d’achat, le cas échéant afin d’affiner l’accompagnement dans les futures recherches voire de les rediriger vers une trajectoire résidentielle en LLS ;
* Informer et accompagner les ménages sur les modalités de l’accession sociale et faire le lien avec les bailleurs concernés sur le territoire ;
* Faire le lien avec l’ensemble des associations et partenaires sociaux (Médiat.eur.rice, CAF, FNASAT, etc.) ;
* Accompagner le ménage chez le notaire si besoin au moment de la signature ;
* Aider à la préparation des documents à fournir pour l’achat d’un bien (dossier pour agent immobilier, dossier pour notaire) ;
* Accompagner à la prise en main du nouveau lieu d’habitat (règles, gestion, insertion territoriale) et évaluer sa durabilité dans le temps.

**Le relogement effectif devra être réalisé dans les délais imposés par le calendrier prévisionnel du projet et l’avancement des négociations foncières établi en lien étroit avec la maîtrise d’ouvrage.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables** | ***Unité*** | **Délai d’exécution** |
| **PU10 :** Constitution d’un dossier d’informations du ménage dans le cadre de la passation à la MOUS classique pour le relogement dans le LLS | *Par rapport* | Les documents sont à transmettre au maximum un mois après la demande de la maitrise d’ouvrage |
| **PU11 :** Réalisation du dossier de relogement d'un ménage (comprenant l'ensemble des documents nécessaires au relogement effectif d'un ménage auprès des partenaires) | *par dossier* | Les documents-types de suivi sont à transmettre au maximum un mois après la notification du présent marché. Ce délai pourra être ajusté par le commanditaire en fonction du nombre de ménages à enquêter. |

* **Suivi et évaluation du relogement**

Le prestataire s’attachera, dans le cadre de sa mission, à tenir à jour un fichier synoptique, formalisé en démarrage de mission, donnant une vision des occupations connues par parcelle/logement. Cet outil de suivi permettra de suivre les relogements (propositions, refus, accord, etc.) ; il sera complété d’une fiche par ménage *(établi précédemment dans le cadre de la mission d’enquête sociale)* et sera mise à jour mensuellement transmis à l’EPA ORSA en amont des comités de suivi acquisition et relogement.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables** | ***Unité*** | **Délai d’exécution** |
| **PU12 :** Fichier synoptique donnant une vision des occupations sur le quartier et des relogements effectués (format Excel et cartographie associée) | *forfait* | Réalisation du fichier synoptique un mois après la notification du présent marché |
| **PU13 :** Mise à jour du fichier synoptique | *Tous les deux mois* | Mise à jour du fichier synoptique à transmettre mensuellement en amont des comités de suivi acquisition et relogement (par exemple sous format fichier partagé) |

* ***Reporting* des actions réalisées auprès de la Maitrise d’Ouvrage**

Un ***reporting* trimestriel** devra être effectué par le titulaire devant préciser pour chaque ménage concerné par le relogement l’ensemble des actions réalisées pour mener à bien cet objectif.

Ce *reporting* se traduira par la transmission trimestrielle au Maitre d’Ouvrage d’un document unique ensemblier qui devra être le plus adapté possible, afin que l’information soit lisible, claire et détaillée pour le commanditaire.

Ce document devra être problématisé et devra présenter un état d’avancement des différentes démarches réalisées globalement ainsi que pour chaque ménage suivi :

* **Préambule :** 
  + Rappel du suivi du plan de relogement et ses mises à jour semestrielle,
  + Rappel de l’occupation du quartier et des relogements effectués globalement (cartographie ou fichier tableau) ;
* **Partie 1** - Ensemble des actions menées et à venir dans le cadre de l’accompagnement social, en particulier :
  + Démarches réalisées pour accompagner l’ensemble des ménages auprès des partenaires adaptés,
  + Un rapport des permanences réalisées ;
* **Partie 2** - Ensemble des actions menées et à venir dans le cadre du processus de relogement :
  + Formalisation d’un outil de suivi adapté des dossiers de relogement,
  + Mettre à jour les dossiers de relogement des ménages suivis via l’outil développé en amont,
  + Réalisation d’un tableau de suivi des partenaires rencontrés avec sa mise à jour trimestrielle ;
* **Partie 3** - Ensemble des actions menées et à venir à la suite du relogement effectif du ménage :
  + Rapport d’évaluation des relogements en cours ou à venir,
  + Rapport des relogements finaux ;
* **Partie 4** - Autres sujets ou problématiques connexes à la mission si besoin.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables** | ***Unité*** | **Délai d’exécution** |
| **PU14 :** Dossier de *reporting* trimestriel | *Par trimestre* | Le dossier est à transmettre tous les trimestres à la Maitrise d’ouvrage |

**MISSION 2 : Etude de la faisabilité d’un projet d’habitat adapté**

* **Etude de la faisabilité d’un projet d’habitat adapté**

L’objectif de cette MOUS est de permettre le relogement des Gens du Voyage en prenant compte autant que possible leurs besoins.

Il est donc attendu du prestataire d’explorer la faisabilité du développement de projets d’habitat adapté au relogement des Gens du Voyage, en identifiant la nature, les conditions, les partenaires et les tenants financiers d’un tel développement. Ce travail permettra à l’EPA ORSA de statuer sur le possible développement d’habitat adapté sur le territoire.

Il est donc attendu du prestataire d’être force de proposition sur les partenariats, les montages et les emplacements possibles pour le développement de ce type d’habitat et d’accompagner l’EPA ORSA tout au long du processus de déploiement de solutions de relogement adapté.

Le prestataire proposera ainsi un dossier précisant les éléments suivants :

1. **Les caractéristiques techniques :**

* La définition du type de solutions : terrain familial locatif, habitat adapté avec place(s)-caravane en pleine propriété ou en locatif, logement social classique, habitat modulable, PSLA adapté, etc.
* Les caractéristiques techniques de la solution proposée en respect des textes juridiques : contraintes architecturales pour une prise en compte des caravanes, surface et qualification des usages des différents espaces (bâtis, places-caravane, espace de jeux pour enfants, espacé dédié à l’activité professionnelle…), aménagements intérieur et extérieur, accès et fermetures, alimentations électriques et eau, éclairages, végétalisation, voiries, assainissement, modes de chauffage, etc.

1. **La localisation :**

* Les recommandations en matière de recherche foncière et les critères de sélection des terrains selon le cadre juridique et les résultats du diagnostic approfondi réalisé au cours des missions précédentes. Selon les besoins, le prestataire pourra être amené à accompagner administrativement et techniquement la collectivité concernée pour la finalisation de la recherche foncière et/ou la maitrise foncière.
* Une analyse des possibilités pour une insertion ou non du projet d’habitat dans une opération de logements plus large.
* Les recommandations du prestataire en matière de localisation du projet pour favoriser l’insertion sociale et professionnelle et assurer la scolarisation.
* Les éventuelles modifications qu’il convient d’apporter au Plan Local d’Urbanisme (PLU), notamment par rapport au zonage et au règlement.

1. **Les aspects financiers :**

* Une estimation du coût du projet et des subventions à l’investissement mobilisables : Etat et Département, Europe (FEDER), Région, EPCI et communes, fondations et associations ou autre.
* Les aides pour l’accompagnement social liées au logement dont les aides de la CAF et les aides européennes FSL (cf. p. 19 du présent document).
* Le niveau de loyer et les charges générées pour l’occupant.e ou le/la propriétaire.

1. **Les modes de réalisation de l’accompagnement social :**

* Les noms des opérateurs chargés de la réalisation et la gestion future.
* Les conditions contractuelles de bail, les règles de vie et de fonctionnement des lieux et les dispositions de gestion adaptée en vue de la pérennité des solutions proposées.
* Les relais (organismes et associations) mis en place pour l’accompagnement des ménages pendant et après l’entrée dans les lieux.
* Le programme d’accompagnement social global pour une entrée des ménages dans le droit commun (accès à l’éducation, la santé, le logement, l’insertion…) dans un temps long et adapté aux situations et conditions de vie de chaque ménage.

1. **Les freins éventuels à la réussite du projet :**

* La mobilisation et la maitrise du foncier.
* La définition des problématiques financières, sociales ou culturelles du ménage ou du groupe familial.
* L’évaluation du niveau d’acceptation sociale du projet notamment par les riverains.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables** | ***Unité*** | **Délai d’exécution** |
| **PU15 :** Dossier d’étude de la faisabilité de projets sur le territoire d’habitat adapté aux gens du voyage. | *forfait* | Le dossier d’étude de la faisabilité devra être réalisé dans un délai de deux mois à partir de la demande de la maitrise d’ouvrage.  Ce délai pourra être ajusté par le commanditaire par cohérence avec la complexité du sujet. |

# 5. COMITOLOGIE

Toutefois, il faudra prévoir, *a minima en lien avec la MOUS classique* :

* **Une Commission de relogement** : en présence de la Ville, de l’EPA ORSA, de l’EPT Grand-Orly Seine Bièvre, de la DRIHL et des deux MOUS relogement (MOUS classique et MOUS spécifique gens du voyage). Cette commission aura lieu au minimum tous les deux mois. D’autres partenaires pourront être intégrés et la temporalité de ce comité pourra être ajustée en fonction des besoins ;
* **Un Comité technique acquisition-relogement :** en présence de l’EPA ORSA (DIAH et Direction foncière) et des prestaires MOUS classique et Gens du Voyage, et si besoin des services sociaux présents sur le territoire (Centre Communal d’Action Sociale, Espace Départemental des Solidarité du Conseil départemental du Val de Marne, CAF, etc.). D’autres partenaires pourront être intégrés et la temporalité de ce comité pourra être ajustée en fonction des besoins.

Afin d’assurer un suivi des actions, chaque structure devra nommer un.e représentant.e qui assurera une présence régulière aux réunions. Le prestataire assurera le pilotage de ces réunions qui se tiendront au minimum tous les deux mois.

D’autres réunions pourront être organisées (des réunions de préparation, des réunions spécifiques occasionnelles sur l’accompagnement social, en particulier dans une optique de coordination entre les deux prestataires des deux MOUS relogement, etc.) en fonction des besoins de la mission. Elles devront être intégrées au marché et ne pourront faire l’objet de bons de commandes complémentaires.

L’ensemble des documents réalisés devront être remis dans un format informatique compatible pour le pouvoir adjudicateur. Ils seront rendus sous format électronique modifiable, en format word, excel. Un exemplaire papier des livrables pourra être demandé.

Tout(/s) autre(s) outil(s) qui permettrai(en)t un meilleur pilotage ou un meilleur suivi pourra(/ont) être proposé(s) par le prestataire.

Pour le partage des données, le prestataire pourra mettra en place une plateforme en ligne commune ou proposera une modalité de transmission des données adaptée notamment pour la formalisation des dossiers de relogement des ménages concernés.

# duree de la mission

La mission commence à partir de la notification du marché au prestataire pour une durée d’un an renouvelable deux fois.